



Distribution: générale Point 8 de l'ordre du jour
Date: 27 février 2019 WFP/EB.1/2019/8-F/1
Original: anglais Questions opérationnelles
Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Révision du plan stratégique pour le Bangladesh concernant une intervention face à une crise (mars 2017-décembre 2020) et augmentation budgétaire correspondante

	Données actuelles	Modifications	Données révisées
Durée	Mars 2017 – Décembre 2020	Aucune	Mars 2017 – Décembre 2020
Bénéficiaires	3 267 100	586 058	3 853 158
<i>(en dollars É.-U.)</i>			
Coût total	530 994 600	438 125 977	969 120 577
Transferts	438 676 654	374 095 829	812 772 483
Mise en œuvre	35 802 055	26 184 078	61 986 133
Coûts d'appui directs ajustés	23 718 547	11 105 987	34 824 535
Total partiel	498 197 256	411 385 894	909 583 150
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	32 797 344	26 740 083	59 537 427

Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes * 2A

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Coordonnateurs responsables:

M. D. Kaatrud
Directeur régional
Asie et Pacifique
courriel: david.kaatrud@wfp.org

M. R. Ragan
Directeur de pays
courriel: richard.ragan@wfp.org

Justification

1. Le plan stratégique de pays (PSP) – Bangladesh (2017–2020) approuvé au départ prévoyait d'apporter une assistance humanitaire à la population de réfugiés dans le district de Cox's Bazar (activité 5)¹. Du fait de l'afflux important au Bangladesh de réfugiés en provenance du Myanmar à compter d'août 2017, l'intervention humanitaire a été considérablement intensifiée dans tous les secteurs. Pour faire face à l'accroissement très net des besoins (700 000 nouveaux réfugiés de plus sont arrivés en moins de deux mois), une première révision, en octobre 2017, concernait l'intervention prévue au cours des six premiers mois² de la crise et ajoutait un cinquième effet direct stratégique portant sur les prestations de services logistiques et de télécommunications.
2. Au début de 2018, à la suite d'une évaluation d'urgence approfondie de la vulnérabilité des réfugiés arrivés, il a été possible d'estimer plus précisément les besoins opérationnels. Cette situation a entraîné une deuxième révision importante (révision 3)³. En application du plan d'intervention commun de 2018 (mars à décembre 2018), cette troisième révision ne portait que sur les besoins prévus pour le mois de décembre 2018. La quatrième révision ne concernait que de petits ajustements nécessaires pour tenir compte de la simplification du processus budgétaire des portefeuilles de pays du PAM. Voir le résumé des révisions précédentes au tableau 1.
3. La présente révision (révision 5) porte sur l'augmentation budgétaire nécessaire pour prolonger l'opération menée dans le district de Cox's Bazar jusqu'en 2019 et 2020 au titre des activités 5 (assistance intégrée dans le district de Cox's Bazar), 12 (services logistiques communs), 13 (module et services de télécommunications d'urgence) et 14 (entretien des sites et ingénierie). Pour 2019, le PAM doit s'aligner sur le plan d'intervention conjoint de 2019. Le budget pour 2020 a été établi en prenant pour hypothèse une réduction des besoins. Toute légère modification des besoins effectifs sera prise en compte dans les plans d'exécution annuels du PSP⁴.
4. Le PAM continue de soutenir pleinement le Gouvernement bangladais qui a la ferme volonté de parvenir à une solution politique à la question du rapatriement, à quelque moment que ce soit. Le budget pour 2020 (qui correspond à une réduction globale des besoins de 25 pour cent) relatif à la présente révision a été établi conformément au nouveau cadre de planification financière du PAM, comme prescrit par le Conseil d'administration, conformément à la feuille de route intégrée. Des aménagements peuvent y être apportés à tout moment pour tenir compte des évolutions majeures de la situation.
5. La présente révision prévoit également une légère modification du budget prévu pour l'activité 1 (qui ne concerne pas Cox's Bazar) et une augmentation de celui de l'activité 7 (préparation aux situations d'urgence). Il n'est pas proposé de nouveaux effets directs stratégiques ou de nouvelles activités.

¹ Il y avait à Cox's Bazar jusqu'à 200 000 réfugiés en provenance du Myanmar bien avant la crise d'août 2017.

² Conformément au plan d'intervention humanitaire, septembre 2017 à février 2018. Voir https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2017_HRP_Bangladesh_041017_2.pdf.

³ Avant la troisième révision, une petite révision technique (révision 2) concernait l'abaissement du taux de recouvrement des coûts d'appui indirects de 7 à 6,5 pour cent. La révision 3 était donc la deuxième révision budgétaire importante concernant principalement le district de Cox's Bazar.

⁴ Conformément au nouveau dispositif de la feuille de route intégrée du PAM, les besoins annuels figurent dans les plans d'opérations.

Modifications

Orientation stratégique

6. Aucune réorientation stratégique majeure du PSP n'est prévue pour les activités humanitaires de 2019 dans le district de Cox's Bazar. Par contre, l'envergure de l'opération et le passage progressif à des activités reliant action humanitaire et développement dans ce district prennent en compte la situation des populations vulnérables. Il y a un an, en août 2017, un afflux soudain de très nombreux réfugiés en provenance du Myanmar voisin a déclenché une intervention humanitaire immédiate de grande ampleur du PAM destinée à sauver des vies, dont les composantes essentielles étaient des distributions de produits alimentaires en nature non assorties de conditions, un programme nutritionnel d'urgence et une intensification des services communs fournis par le PAM.
7. Dès le départ, le PAM a eu pour but d'utiliser plus largement la plateforme numérique pour la gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE) pour enregistrer tous les bénéficiaires déjà là et tous les nouveaux arrivants, en favorisant un système de distribution plus structuré et en prévoyant de passer à des bons électroniques pouvant être échangés dans certaines boutiques spécialisées contre toute une gamme de denrées, y compris des produits frais, afin que les bénéficiaires puissent choisir les produits qu'ils achètent et les magasins où ils s'approvisionnent. Les programmes exécutés avant la crise portant sur l'alimentation scolaire, les moyens d'existence et la réduction des risques de catastrophe⁵ continuent d'être renforcés pour qu'un plus grand nombre de réfugiés vulnérables et de membres des populations d'accueil en bénéficient, et les interventions nutritionnelles axées sur la prévention et le traitement se développent à mesure que les centres de santé ouvrent.
8. L'enregistrement de tous les bénéficiaires dans SCOPE a pris fin au début de 2018. Le passage des distributions générales de vivres aux bons électroniques progresse, bien que plus lentement que prévu, en raison principalement des problèmes que pose la mise en place des boutiques (location de terrains, etc.). En septembre 2018, environ 30 pour cent des bénéficiaires utilisaient les bons électroniques dans les boutiques, et 70 pour cent continuaient de recevoir deux fois par semaine des rations alimentaires en nature. L'ouverture de boutiques supplémentaires est en cours.
9. Un débat plus large a lieu actuellement pour savoir s'il est souhaitable de passer à des modalités de type monétaire pour tous les bénéficiaires. Le PAM considère la part qu'il fournit de cette assistance monétaire⁶ comme des espèces ayant vocation à financer des achats de produits alimentaires. Compte tenu des progrès réalisés en matière d'enregistrement avec SCOPE et d'utilisation des bons électroniques, le PAM est en bonne voie en ce qui concerne cette transition. Le budget proposé prévoit une augmentation progressive du nombre des bénéficiaires recevant des espèces susceptibles d'être utilisées à des fins diverses, sous réserve de l'approbation de cette modalité d'assistance par le Gouvernement.

Effets directs stratégiques

10. La révision proposée ne prévoit pas d'ajouter des effets directs, des produits ou des activités, mais compte tenu de l'envergure de l'opération, du volume des travaux prévus au titre de l'activité 5 ou de l'intensification de certaines autres activités lancées pour faire face à la crise, des explications plus détaillées des hypothèses de planification doivent être précisées pour chacun de leurs volets (activités 5, 12, 13 et 14). Ces informations sont fournies ci-après. On pourra également trouver de plus amples détails dans la partie

⁵ À la fois pour les populations d'accueil ainsi que pour les réfugiés déjà là.

⁶ Ce porte-monnaie comporterait un volet alimentation d'une valeur similaire à celle de l'assortiment en nature ou du bon électronique.

narrative du document contenant le budget de portefeuille de pays et dans les documents se rapportant aux projets⁷. On trouvera aux paragraphes 22 et 23 ci-après le détail de l'augmentation modeste des budgets respectifs de l'activité 1 (qui ne concerne pas le district de Cox's Bazar) et de l'activité 7 (préparation aux situations d'urgence).

Activité 5: Exécuter un programme d'assistance intégrée dans le district de Cox's Bazar

11. L'assistance alimentaire non assortie de conditions en faveur de tous les réfugiés, qu'ils soient arrivés avant ou après le mois d'août (soit 907 000 personnes au total) se poursuivra en 2019. Étant donné que la situation globale n'évolue pas, il n'est pas prévu pour le moment de passer à un ciblage fondé sur la vulnérabilité ou à une assistance alimentaire assortie de conditions. La transition entre l'assistance en nature et la distribution de bons électroniques devrait être achevée au milieu de 2019. Le PAM prévoit également d'augmenter le pourcentage de bénéficiaires recevant un subside pouvant être utilisé à des fins diverses. Ainsi, à compter du second semestre de 2019, trois modalités d'assistance alimentaire seront utilisées: les distributions en nature, les bons électroniques à échanger dans des boutiques du PAM et la distribution d'espèces ayant vocation à financer des achats de produits alimentaires. Il sera possible de bénéficier d'une ou de plusieurs de ces trois modalités.
12. Il est prévu que 690 000 bénéficiaires reçoivent des rations en nature et les 217 000 autres des bons électroniques à compter de janvier 2019. D'ici à la fin de 2019, 46 000 personnes bénéficieront de distributions générales de vivres⁸, 760 000 de bons électroniques et 101 000 d'espèces destinées à acheter des produits alimentaires⁹. Le nombre de bénéficiaires devrait rester stable en 2019, soit 907 000 personnes. À des fins de planification, on prend pour hypothèse une réduction globale de 25 pour cent au titre de 2020.
13. Le PAM prévoit également de constituer une réserve pour intervention rapide en cas d'imprévus couvrant les besoins de 11 500 personnes par mois¹⁰.
14. Par ailleurs, de novembre 2018 à février 2019, le PAM participera à l'action interorganisations de préparation à l'hiver en ajoutant un montant temporaire en espèces de 5 dollars É.-U. par personne par mois pour 907 000 bénéficiaires, quel que soit le dispositif de transfert dont ils bénéficient. Cette somme leur permettra d'acheter des aliments supplémentaires pour accroître leur apport calorique.
15. L'achèvement de l'enregistrement via SCOPE a permis au PAM de commencer à proposer une plateforme commune polyvalente de financement, service qui devrait être étendu à de nouveaux partenaires. Au cours de la phase de démarrage de 2018, toutes les dépenses des utilisateurs ont été financées par le PAM. À compter de 2019, le PAM travaillera avec ses partenaires sur la base d'une formule de recouvrement des coûts¹¹.

⁷ Notes conceptuelles, rapports de situation, etc.

⁸ Les bénéficiaires qui continueront de recevoir une assistance alimentaire en nature se trouvent dans les camps de Unchiprang, Shamlapur et Chakmarkul, situés à quelque distance du "mégacamp", où il n'est pas envisageable de passer à des bons à échanger auprès de boutiquiers.

⁹ Sous réserve de l'approbation de cette modalité par le Gouvernement. Sinon, la modalité des bons électroniques sera maintenue pour ces personnes.

¹⁰ La modalité d'intervention rapide permet la souplesse nécessaire pour faire face à diverses situations imprévues, notamment un nouvel afflux et des situations spéciales de conditions de protection. La réserve mensuelle inutilisée sera considérée comme une réserve générale de secours. Pendant la mousson, le nombre prévu de bénéficiaires de l'intervention rapide passera de 11 500 à 23 000 personnes.

¹¹ Il pourrait s'agir d'un recouvrement partiel des coûts variables se rapportant aux partenaires; les détails, une fois définis, seront communiqués aux nouveaux partenaires.

16. Durant la transition en cours entre activités de secours et de développement, qui vont d'une assistance humanitaire destinée à sauver des vies à des activités de développement intégré axées sur les moyens d'existence pour tous les groupes vulnérables, quelle que soit leur situation, le PAM va intensifier en 2019 ses activités portant sur la nutrition, l'alimentation scolaire, la réduction des risques de catastrophe, l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition¹² et de l'autosuffisance dans les camps, ainsi que dans cinq *upazilas* des communautés d'accueil¹³, de la manière suivante:
- l'intensification des activités de prévention et de traitement de la malnutrition aiguë modérée se poursuivra de façon à atteindre les normes convenues au niveau international au début de 2019, en faveur d'un effectif mensuel pouvant aller jusqu'à 195 000 enfants de moins de 5 ans, de femmes et de filles enceintes ou allaitantes dans les deux camps et dans les communautés d'accueil. L'activité sera développée dans les camps et dans cinq *upazilas* et non plus trois;
 - dans les camps, les activités d'alimentation scolaire s'adresseront en 2019 à un nombre d'enfants estimé à 100 000 dans les nouveaux centres d'enseignement, dès qu'ils seront ouverts. Le nombre estimé d'enfants passera de 366 000 en janvier (60 pour cent dans les centres d'enseignement des camps et 40 pour cent dans les communautés d'accueil) à 462 000 en décembre (70 pour cent dans les camps et 30 pour cent dans les cinq *upazilas* des communautés d'accueil);
 - le nombre de bénéficiaires des activités d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés d'accueil devraient doubler au cours de l'année 2019 pour atteindre 60 000 ménages (300 000 personnes) d'ici à décembre;
 - les activités visant à promouvoir l'autosuffisance axées sur l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes, l'appui en faveur des moyens d'existence, la distribution d'espèces pour la formation et les subsides ont démarré à titre pilote dans les camps. Le chiffre de planification prévu pour 2019 passe de 2 100 ménages en janvier à 15 000 ménages (69 000 personnes) en décembre. Les activités espèces contre travail et réduction des risques de catastrophe dans les deux camps et, dans une moindre mesure, dans les communautés d'accueil seront développées pour atteindre 33 000 ménages (165 000 personnes) d'ici à décembre 2019. Les activités contribueront à la création d'actifs productifs et à la mise en œuvre de projets communautaires dans les camps, et pourraient être développées et inclure le reboisement et la stabilisation des pentes dans les camps et leurs alentours.
17. Il convient de noter toutefois que le niveau et le rythme de l'intensification des activités dépendra de la concertation plus large en cours entre toutes les parties prenantes sur les stratégies du Gouvernement à long terme pour les activités portant sur les moyens d'existence et la résilience dans le district de Cox's Bazar. Le PAM et ses partenaires continuent de plaider en faveur d'une mobilité accrue et de possibilités d'emploi pour les réfugiés. Les principes relatifs à la protection que sont la sûreté, la dignité, un accès effectif et la responsabilité seront appliqués à la mise en œuvre de tous les programmes.
18. Maintenant qu'il y a davantage d'espace de stockage dans la zone d'intervention, le PAM envisage de constituer une réserve d'un mois de rations alimentaires complètes pour faire face à divers besoins d'urgence, notamment les dégâts dus à la mousson, un nouvel afflux de réfugiés, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et d'autres événements imprévus susceptibles d'influer sur bon nombre des populations vulnérables de Cox's Bazar.

¹² Il s'agit d'une approche servant de dispositif de sécurité visant à renforcer l'autonomie socioéconomique à l'aide de subsides que le PAM a mis au point au Bangladesh.

¹³ Un *upazila* est une subdivision administrative semblable à une municipalité.

Activité 12: Coordonner le module sectoriel de la logistique et fournir des services communs efficaces dans le domaine de la logistique pour appuyer l'intervention humanitaire communautaire

19. L'activité 12 se poursuivra en 2019 selon les mêmes paramètres et hypothèses budgétaires que celles définies dans le PSP. Au titre de la présente révision, le budget de 2019 sera le même que celui de 2018, le budget de 2020 diminuant de 30 pour cent. Toute modification des opérations non prévues fera l'objet d'un nouveau scénario de planification ou d'une note conceptuelle sur les opérations et, si nécessaire, d'une révision supplémentaire

Activité 13: Coordonner le module sectoriel des télécommunications d'urgence et fournir des services efficaces pour appuyer l'intervention humanitaire communautaire

20. L'activité 13 se poursuivra en 2019 en s'en tenant aux paramètres et hypothèses budgétaires définis dans le PSP. La présente révision prévoit que le budget de 2019 sera identique à celui de 2018 et que celui de 2020 diminuera de 25 pour cent.

Activité 14: Projet d'entretien des sites et d'ingénierie

21. L'activité 14 se poursuivra en 2019 en s'en tenant aux paramètres et hypothèses budgétaires définis dans le PSP. Le PAM, qui est l'un des trois partenaires (avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations), privilégie cinq activités: travaux d'aplanissement et de remplissage pour que le terrain soit plat et sans danger; stabilisation des pentes; augmentation de l'espace global disponible pour l'installation d'abris et d'autres usages; augmentation des capacités du Département d'ingénierie de l'administration locale; et emploi de réfugiés et de membres des communautés d'accueil pour leur offrir des possibilités de gain en échange d'un travail. Le budget de 2020 est en baisse de 25 pour cent.
22. Le budget total du projet d'entretien des sites et d'ingénierie est constitué par les contributions des trois organismes à ses coûts de fonctionnement. Les chiffres du budget révisé ne correspondent qu'à la part du budget global d'entretien des sites et d'ingénierie revenant au PAM. Chacun des trois organismes peut individuellement rechercher, et de fait recherche, l'appui de donateurs en vue de financer sa contribution au projet. Si l'un des donateurs souhaite financer l'intégralité du budget du projet, le comité directeur du projet (Organisation internationale pour les migrations, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et PAM) décide alors quel est celui des trois organismes qui sera chargé de recevoir les fonds.

Activité 1: Assistance technique et plaidoyer visant à renforcer l'impact de certains filets de sécurité sur la sécurité alimentaire et la nutrition

23. Au titre de cette activité, le PAM prévoit de faire réaliser, en collaboration avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, une étude dont les conclusions serviront à l'élaboration d'avis techniques en vue de l'amélioration du programme public de prestations en faveur des femmes enceintes ou allaitantes. Cette étude envisage de distribuer des rations alimentaires en nature et un petit subside à des groupes de femmes sélectionnées de manière aléatoire. La conception initiale de l'activité 1 ne prévoyait pas la distribution de vivres ou d'espèces. Cette révision propose donc d'ajouter ces activités et d'augmenter le budget prévu pour l'activité 1 afin de couvrir le coût des distributions et les autres coûts en rapport avec cette étude.

Activité 7: Fournir une assistance alimentaire dans les situations d'urgence

24. Cette activité couvre tous les besoins urgents non prévus de ménages touchés par une catastrophe, où que ce soit au Bangladesh. Comme les possibilités de choc sont nombreux au Bangladesh et que le nombre de personnes vulnérables dans le district de Cox's Bazar augmente, le PAM considère prudent d'augmenter le budget de cette activité de 30 pour

cent. Cette activité ne concerne pas l'intervention menée dans le district de Cox's Bazar mais prévoit un budget de secours en cas de situations d'urgence imprévues, où que ce soit dans le pays, y compris dans le district de Cox's Bazar.

25. Pour faciliter la consultation, le tableau 1 donne un aperçu global des augmentations budgétaires résultant des révisions antérieures du PSP.

TABLEAU 1: AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES RÉSULTANT DES RÉVISIONS ANTÉRIEURES DU PSP					
Rubrique	Budget initial	Révision 1	Révision 2	Révision 3	Révision 4
		(6 mois)	Changement de taux de recouvrement des coûts d'appui indirects	(10 mois)	Révision technique (simplification du budget)
Total, produits alimentaires (<i>en tonnes</i>)	67 250	156 188	156 188	270 058	270 058
	<i>(en dollars)</i>				
Valeur de transfert des produits alimentaires	30 191 614	75 947 952	75 947 952	136 777 790	136 777 790
Coûts de transfert des produits alimentaires	12 919 379	30 422 475	30 422 475	61 731 465	61 604 051
Valeur des transferts de type monétaire et des bons-produits	54 503 301	106 180 888	106 180 888	142 403 179	142 403 179
Coûts d'exécution des transferts de type monétaire et des bons-produits	9 259 534	15 768 988	15 768 988	28 779 522	28 677 273
Renforcement des capacités	43 409 478	45 091 093	45 091 093	49 578 861	48 937 858
Prestations de services	-	2 889 595	2 889 595	20 276 503	20 276 503
Coûts de mise en œuvre	22 682 238	26 952 229	26 952 229	34 931 389	35 802 055
Coûts d'appui directs ajustés	15 467 176	17 901 563	17 901 563	23 718 547	23 718 547
Coûts d'appui indirects	13 190 290	22 480 835	21 288 910	32 797 344	32 797 344
Coût total	201 623 010	343 635 620	342 443 694	530 994 600	530 994 600

Analyse des bénéficiaires

TABLEAU 2: BÉNÉFICIAIRES DE TRANSFERTS DE VIVRES OU D'ESPÈCES PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ												
Effet direct stratégique	Activité	Description	Vivres/transferts de type monétaire	Chiffres actuels			Augmentation/Diminution			Chiffres révisés		
				Filles/Femmes	Garçons/Hommes	Total	Filles/Femmes	Garçons/Hommes	Total	Filles/Femmes	Garçons/Hommes	Total
1	1	Allocation de maternité (programme de prestations pour les enfants)	Les deux	40 800	13 600	54 400	4 310	3 690	8 000	45 110	17 290	62 400
	4	Alimentation scolaire du PAM	Les deux	146 900	141 100	288 000	-	-	-	146 900	141 100	288 000
2	5	Distributions générales de vivres	Les deux	505 294	433 706	939 000	24 864	21 341	46 205	530 158	455 047	985 205
		Alimentation scolaire du PAM	Vivres	278 000	267 400	545 400	-	-	-	278 000	267 400	545 400
		Appui nutritionnel	Vivres	92 960	57 493	150 453	92 960	57 493	150 453	436 327	242 393	678 720
		Appui aux moyens d'existence (populations d'accueil)	Transferts de type monétaire	107 760	92 240	200 000	53 880	46 120	100 000	161 640	138 360	300 000
		Autosuffisance (espèces pour la formation)	Transferts de type monétaire	-	-	-	37 130	31 870	69 000	37 130	31 870	69 000
		Réduction des risques de catastrophe	Transferts de type monétaire	-	-	-	139 104	119 396	258 500	139 104	119 396	258 500
6		Alimentation scolaire du PAM	Les deux	34 000	32 600	66 600	-	-	-	34 000	32 600	66 600
		Appui nutritionnel	Vivres	8 385	5 016	13 401	-	-	-	8 385	5 016	13 401
		Appui aux moyens d'existence	Transferts de type monétaire	3 900	3 600	7 500	-	-	-	3 900	3 600	7 500
7		Assistance d'urgence	Les deux	487 760	450 240	938 000	146 328	135 072	281 400	634 088	585 312	1 219 400

TABLEAU 2: BÉNÉFICIAIRES DE TRANSFERTS DE VIVRES OU D'ESPÈCES PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ

Effet direct stratégique	Activité	Description	Vivres/ transferts de type monétaire	Chiffres actuels			Augmentation/Diminution			Chiffres révisés		
				Filles/ Femmes	Garçons/ Hommes	Total	Filles/ Femmes	Garçons/ Hommes	Total	Filles/ Femmes	Garçons/ Hommes	Total
3	8	Production de données factuelles	Transferts de type monétaire	10 400	9 600	20 000	-	-	-	10 400	9 600	20 000
	9	Appui aux moyens d'existence	Transferts de type monétaire	36 400	33 600	70 000	-	-	-	36 400	33 600	70 000
		Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	59 000	59 000	118 000	-	-	-	59 000	59 000	118 000
Total*				1 829 576	1 437 524	3 267 100	322 342	263 716	586 058	2 151 918	1 701 240	3 853 158

* Hors chevauchement d'activités. Les femmes et les filles représentent 55,8 pour cent des bénéficiaires de l'activité 5.

Transferts

TABLEAU 3: RATION ALIMENTAIRE (<i>grammes/personne/jour</i>) ou VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (<i>dollars/personne/jour</i>) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ																
	Effets directs stratégiques 1 et 2			Effet direct stratégique 2									Effets directs stratégiques 2 et 3			
	Activité 1	Activités 4, 5 et 6	Activités 4 et 6	Activité 5	Activités 5 et 6	Activités 5 et 6	Activités 5 et 6	Activités 5 et 7	Activité 7	Activité 5	Activité 5	Activité 7	Activités 5, 6, 8 et 9	Activités 5, 6, 8 et 9	Activité 5	
Catégories de bénéficiaires	Ménages	Écoliers	Écoliers (repas chaud)	Écoliers (une fois par an)	Enfants d'âge préscolaire	Femmes enceintes ou allaitantes	Enfants de moins de 5 ans	Ménages	Ménages	Ménages (sites de fortune/nouvel afflux)	Ménages de réfugiés dans des camps/sites de fortune/nouvel afflux ¹	Ménages	Femmes (indemnité mensuelle de subsistance)	Femmes (subside)	Ménages (3A*)	Ménages (AAF**)
Céréales	450		90						450	400						
Légumes secs	60		25						60	120						
Huile	25		12			20			25	38						
Biscuits enrichis		75			50			250								
SuperCereal						225										
SuperCereal Plus							200									
Dattes				400												
Total kcal par jour	2 046	375	516	980	250	1 035	787	1 125	2 046	2 100						

¹ Il est prévu de passer progressivement des distributions générales de vivres aux transferts de type monétaire/bons électroniques au rythme de 100 000 bénéficiaires par mois à compter de juillet 2018; la durée initiale de 365 jours sera donc réduite en fonction du rythme effectif de cette transition.

**TABLEAU 3: RATION ALIMENTAIRE (grammes/personne/jour) ou VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour)
PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ**

	Effets directs stratégiques 1 et 2			Effet direct stratégique 2									Effets directs stratégiques 2 et 3			
	Activité 1	Activités 4, 5 et 6	Activités 4 et 6	Activité 5	Activités 5 et 6	Activités 5 et 6	Activités 5 et 6	Activités 5 et 6	Activités 5 et 7	Activité 7	Activité 5	Activité 5	Activité 7	Activités 5, 6, 8 et 9	Activités 5, 6, 8 et 9	Activité 5
Catégories de bénéficiaires	Ménages	Écoliers	Écoliers (repas chaud)	Écoliers (une fois par an)	Enfants d'âge préscolaire	Femmes enceintes ou allaitantes	Enfants de moins de 5 ans	Ménages	Ménages	Ménages (sites de fortune/nouvel afflux)	Ménages de réfugiés dans des camps/sites de fortune/nouvel afflux ¹	Ménages	Femmes (indemnité mensuelle de subsistance)	Femmes (subside)	Ménages (3A*)	Ménages (AAF**)
Transferts de type monétaire (dollars par personne par jour)	0,33		0,13								0,33	0,33	0,09	38	0,62	0,17
Nombre de jours d'alimentation par an	180	240	200	ponctuel	288	365 ²	365 ³	3	90	365	365	90	365	ponctuel	150	150

Abréviations: 3A: assistance alimentaire pour la création d'actifs; AAF: assistance alimentaire pour la formation.

² Trois cent soixante-cinq jours pour la supplémentation alimentaire généralisée, mais 120 jours pour la supplémentation destinée à traiter la malnutrition aiguë modérée.

³ Trois cent soixante-cinq jours pour la supplémentation alimentaire généralisée, mais 90 jours pour la supplémentation destinée à traiter la malnutrition aiguë modérée.

TABLEAU 4: TOTAL DES BESOINS EN VIVRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR						
	Budget actuel		Augmentation		Budget révisé	
	Total (en tonnes)	Total (en dollars)	Total (en tonnes)	Total (en dollars)	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	197 557	80 700 716	23 970	11 057 355	221 527	91 758 071
Légumes secs	26 481	18 467 455	9 609	4 248 781	36 090	22 716 236
Huiles et matières grasses	9 893	8 024 660	3 548	2 867 122	13 441	10 891 782
Aliments composés et mélanges	35 151	28 098 511	33 118	29 921 462	68 269	58 019 973
Autres	976	1 486 448	68	103 564	1 044	1 590 012
Total (produits alimentaires)	270 058	136 777 790	70 312	48 198 284	340 370	184 976 074
Transferts de type monétaire		142 403 179	-	215 509 054	-	357 912 233
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)		279 180 969	-	263 707 339		542 888 308

Ventilation des coûts

26. Au titre de la présente révision, le budget du portefeuille de pays augmentera de 438 125 977 dollars, passant donc de 530 994 600 dollars à 969 120 577 dollars. Les principales raisons de ces modifications sont expliquées ci-dessous.
27. **Effets directs stratégiques 2 et 5:** Actuellement, les activités 5, 12, 13 et 14 sont en rapport avec l'intervention face à la crise pour venir en aide aux réfugiés en provenance du Myanmar. Le budget actuel a été approuvé jusqu'en décembre 2018. Il est donc nécessaire d'augmenter le budget pour prolonger ces activités en 2019 et 2020. Le budget supplémentaire financera les transferts et la mise en œuvre, ainsi que les coûts associés. L'augmentation du budget total net pour les effets directs stratégiques 2 et 5 se chiffre à 398 365 297 dollars, soit 99,5 pour cent de l'augmentation budgétaire totale.
28. **Effet direct stratégique 1:** Les besoins d'espèces et de vivres relatifs à cet effet direct stratégique concernent un projet de recherche. Le montant net du budget supplémentaire est de 1 126 431 dollars, soit 0,3 pour cent de l'augmentation budgétaire totale.
29. **Effets directs stratégiques 3 et 4:** Toutes les autres activités du PSP ont été légèrement révisées compte tenu de l'augmentation des dépenses de personnel et de la nécessité de recruter de nouveaux effectifs aux fins de l'exécution du programme.

TABLEAU 5: VENTILATION DES COÛTS - RÉVISION UNIQUEMENT (en dollars)

	Résultat stratégique 2 (cible 2 de l'ODD* 2)	Résultat stratégique 1 (cible 1 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 4 (cible 4 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 5 (cible 9 de l'ODD 17)	Résultat stratégique 8 (cible 16 de l'ODD 17)	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	
Domaine d'action privilégié	Causes profondes	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Intervention face à une crise	
Transferts	617 758	343 090 177	-76 635	40 198	30 424 330	374 095 829
Mise en œuvre	508 673	24 775 724	824 614	0	75 066	26 184 078
Coûts d'appui direct ajustés						11 105 987
Total partiel						411 385 894
Coûts d'appui indirects (6,5%)						26 740 083
Total						438 125 977

* ODD: objectif de développement durable.

TABLEAU 6: VENTILATION DES COÛTS GLOBAUX DU PSP APRÈS RÉVISION (en dollars)

	Résultat stratégique 2 (cible 2 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 1 (cible 1 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 4 (cible 4 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 5 (cible 9 de l'ODD 17)	Résultat stratégique 8 (cible 16 de l'ODD 17)	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	
Domaine d'action privilégié	Causes profondes	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Intervention face à une crise	
Transferts	39 798 158	681 074 527	28 112 786	13 086 179	50 700 833	812 772 483
Mise en œuvre	6 317 645	49 120 938	4 639 319	666 843	1 241 388	61 986 133
Coûts d'appui directs ajustés	1 937 260	28 944 822	1 365 330	540 502	2 036 621	34 824 535
Total partiel	48 053 063	759 140 287	34 117 435	14 293 523	53 978 842	909 583 150
Coûts d'appui indirects (6,5%)	3 198 890	49 607 707	2 268 839	941 625	3 520 365	59 537 427
Total	51 251 954	808 747 994	36 386 273	15 235 148	57 499 208	969 120 577

Liste des sigles utilisés dans le présent document

3A	assistance alimentaire pour la création d'actifs
AAF	assistance alimentaire pour la formation
PSP	plan stratégique de pays
SCOPE	plateforme numérique pour la gestion des bénéficiaires et des transferts